

## LÉGISLATIVES DU 10 MAI

## Le plaidoyer de Bouteflika

**«Ne laissez pas les autres décider à votre place et de votre avenir. Il faut participer en masse au scrutin du 10 mai prochain. Il s'agit d'un rendez-vous historique aussi importante que le 1<sup>er</sup> Novembre 1954.» C'est là l'un des messages forts du discours du président de la République, prononcé jeudi dernier à la salle omnisports d'Arzew (Oran), devant des milliers de travailleurs.**

De notre envoyé spécial à Arzew (Oran), Abder Bettache

Autre moment marquant du discours du premier magistrat du pays, c'était lorsqu'il dira que l'Algérie passe par une période sensible au double plan interne et externe qui impose de composer avec ses exigences avec «sagesse et sérénité».

Cette période «sensible tant sur le plan interne qu'externe impose de composer avec ses exigences avec sagesse et sérénité, confiance et optimisme, à la lumière des orientations et des

priorités de la stratégie nationale», dira le président Bouteflika devant des milliers de personnes, essentiellement des travailleurs, à l'occasion du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Et d'ajouter : «Notre pays passe par une période d'édification et de renouveau, dans une conjoncture internationale marquée par des mutations politiques, des tensions sécuritaires, des crises économiques et des interventions étrangères», rappelant que le peuple algérien «a atteint un niveau d'éveil, de conscience et de maturité qui lui permet d'appréhender les dimensions et les défis du contexte actuel».

#### «La crédibilité du pays en jeu»

Le premier magistrat du pays a mis l'accent sur la consultation électorale du 10 mai prochain qu'il qualifie d'«historique», indiquant que «le prochain scrutin connaîtra une large participation des partis, y compris ceux nouvellement agréés, pour donner naissance à un Parlement démocratique et pluraliste», tout en précisant que «le peuple algérien saisit l'importance des échéances et des engagements qui l'attendent et exprime ses revendications et ses préoccupations avec responsabilité, sans succomber aux sinistres tromperies et aux comparaisons fallacieuses qui nous ramènent à une période funeste que le peuple algérien a définitivement dépassée».

Mais pour réussir ce passage, le président de la République a mis en exergue l'importance de

l'enjeu à travers, notamment, «une participation massive des Algériennes et des Algériens», un choix «judicieux des candidats» et «un Parlement représentatif», qui, selon le président, doit être «plus diversifié, plus qualifié et surtout plus à même de poursuivre sa mission législative d'adaptation et de développement du dispositif législatif du pays, notamment l'amendement de la Constitution, en adéquation avec les mutations que connaît la société, la progression des réformes politiques et les exigences du développement accéléré». En somme, pour Bouteflika, «c'est la crédibilité de notre pays qui est en jeu et, aujourd'hui, personne n'a le droit de jouer avec le devenir de notre pays». Et au président de plaider pour «un véritable changement. Un changement qui doit passer par un bon choix des candidats et des programmes des partis concernés par la compétition électorale».

#### «Seront punis ceux qui entraveront l'opération électorale»

En guise d'engagement des pouvoirs publics pour la «réussite» et la «crédibilité» du scrutin du 10 mai prochain, le président Bouteflika a évoqué le rôle que doit jouer «l'administration». Ainsi, il a insisté sur sa «neutralité totale» et «le sérieux des commis de l'Etat dans l'accomplissement de leurs missions et leur plein engagement à l'application de la loi et à la mise en œuvre des décisions de justice». Et il n'a pas hésité à mettre en garde «tous ceux qui enfreindront la loi ou bloqueront l'opération électorale». «Personne n'a le droit de jouer avec l'avenir du pays.

Ce sera un véritable test pour la crédibilité de notre pays», a-t-il souligné, tout en précisant que la réussite des élections «demeure tributaire du niveau de participation des électrices et des électeurs au scrutin et que l'administration est tenue de réunir les moyens nécessaires et les condi-



Abdelaziz Bouteflika.

tions idoine, mais il appartient, en premier lieu, aux partis de mobiliser de larges franges du peuple et de gagner les voix des électeurs».

#### «Il faut changer de mentalité à l'égard de la femme»

En plaidant pour la «réussite» et la «crédibilité» des élections législatives de mai prochain, le président de la République a rappelé le rôle que doit jouer «l'autre moitié de la société». Il s'agit, bien évidemment, de la femme qui, aux yeux du premier magistrat du pays, «a un rôle prépondérant à jouer dans la société». «Il y a encore des mentalités rétrogrades à l'égard de la femme.

Son rôle est important dans la société et nous devons mettre à sa disposition tous les moyens et facilités à même de lui permettre de jouer pleinement son rôle dans la société. Je crois en la femme et quant à son rôle au sein de la société. Mais il faut changer de mentalité à son égard.

Nous ne sommes pas des bébés éprouvettes, donc il faut savoir ce que nos mères ont fait pour nous», a souligné le prési-

dent de la République, sous un tonnerre d'applaudissements.

Pour lui, ces élections imprimeront, «d'autre part, une dynamique au processus de réformes politiques en cours pour donner la preuve d'une prise de conscience nationale et d'une avancée démocratique incontestable».

Pour étayer ses propos, il dira que «notre pays passe par une période d'édification et de renouveau, dans une conjoncture internationale marquée par des mutations politiques, des tensions sécuritaires, des crises économiques et des interventions étrangères».

En guise de conclusion, le président déclarera que le peuple algérien «saisit l'importance des échéances et des engagements qui l'attendent et exprime ses revendications et ses préoccupations avec responsabilité, sans succomber aux sinistres tromperies et aux comparaisons fallacieuses qui nous ramènent à une période funeste que le peuple algérien a définitivement dépassée». «Tel sera le message de l'Algérie au monde entier», a-t-il expliqué.

A. B.

## Pari gagné pour l'UGTA

Avant la fin de son troisième mandat présidentiel, le président de la République a eu à prendre part six fois de suite aux festivités du double anniversaire de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures.

A Arzew, jeudi dernier, c'est la seconde fois qu'il y assiste et prononce un discours qualifié de «haute facture». Sa toute dernière sortie médiatique du genre a eu lieu en 2009, lors de laquelle il a annoncé sa décision «d'augmenter le salaire national minimum garanti (SNMG)». «Aujourd'hui, ils (travailleuses et travailleurs) vous manifestent leur respect pour toutes les réalisations sociales à leur endroit et à celui de leurs familles», dira le secrétaire général de l'UGTA. En effet, tous les observateurs s'accordent à dire que le premier responsable de la Centrale syndicale a réussi son pari de faire de la date du 24 février «un événement majeur». L'allocution d'une durée de quatre minutes prononcée par Abdelmadjid Sidi Saïd a été un autre moment fort de ces festivités. Toutefois, au-delà de l'hommage rendu par le SG de l'UGTA au premier magistrat du pays, il n'en demeure que la présence de Bouteflika à ces festivités et la reconnaissance qu'il accorde à la Centrale syndicale à travers son premier responsable sont perçues comme un signal fort de la place que l'UGTA occupe au sein de la société. A coup sûr, les retombées de cette «reconnaissance» sont d'ores et déjà attendues par le monde du travail. A moyen terme, l'UGTA aura à débattre de plusieurs dossiers et autres points déjà tranchés. Il s'agit, notamment, du 87 bis à travers la révision du code du travail ou encore le pacte national économique et social.

A. B.

**Le Parti du renouveau algérien (PRA) regarde vers l'avenir. Son premier responsable est persuadé que sa formation ne devrait plus connaître de crise mais qu'au contraire, elle se jettera avec confiance dans la bataille électorale.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - En tenant son conseil national jeudi, le PRA se conforme non seulement à une disposition purement réglementaire mais donne le la à une entrée dans la bataille pour les législatives.

Premier préalable : le renouvellement de confiance au secrétaire général. A main levée, les membres du conseil

## IL A TENU SON CONSEIL NATIONAL

# Le PRA met le cap sur les législatives



Kamel Bensalem très confiant.

national ont, en effet, renouvelé leur confiance en Kamel Bensalem qui a indiqué que cette réunion organique interve-

nait à un moment décisif et couronne un long processus de renouvellement des structures du parti qui s'apprête à entrer

de plain-pied dans la course aux législatives. Une échéance dont les conditions de déroulement ne semblent pas inquiéter le PRA, contrairement aux autres formations politiques. Kamel Bensalem certifie avoir détecté chez le président de la République la volonté d'organiser des élections libres.

Une échéance, pense-t-il «très attendue» par le peuple. L'abstention, le premier responsable du PRA ne semble pas y penser.

Il préfère se concentrer sur les chances de sa formation en développant, dit-il, un discours réaliste par opposition à «ceux qui critiquent tout», allusion aux partis qui, dit-il, n'ont pas de notion de «militantisme».

N. I.